

Cahiers du
MONDE RUSSE

Cahiers du monde russe

Russie - Empire russe - Union soviétique et États
indépendants

48/4 | 2007
Varia

Arkadij Zel'cer, Evrei sovetskoj provincii

Claire Le Foll



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/6124>
ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 2 décembre 2007
Pagination : 827-832
ISBN : 978-2-7132-2148-4
ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Claire Le Foll, « Arkadij Zel'cer, Evrei sovetskoj provincii », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 48/4 | 2007, mis en ligne le 28 décembre 2009, Consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/6124>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

2011

Arkadij Zel'cer, Evrei sovetskoj provincii

Claire Le Foll

RÉFÉRENCE

Arkadij ZEL' CER, **Evrei sovetskoj provincii. Vitebsk i mestečki 1917-1941** [Les juifs de la province russe Vitebsk et les bourgades environnantes 1917-1941]. Moscou : ROSSPEN, 2006, 476 p.

- ¹ L'ouvrage d'Arkadij Zel'cer sur les juifs de la province de Vitebsk entre 1917 et 1941, tiré de sa thèse soutenue à l'université hébraïque de Jérusalem, marque incontestablement un tournant¹ dans l'historiographie juive russe. Son postulat principal renouvelle notre vision de l'histoire des juifs soviétiques dans l'entre-deux-guerres. A. Zel'cer propose en effet de démontrer que, malgré tous les changements qui ont touché les juifs soviétiques, la majorité de ceux qui vivaient en province ont conservé leurs caractéristiques en tant que groupe socioculturel jusqu'au début de la guerre avec l'Allemagne. Cette affirmation va à l'encontre des visions historiques dominantes jusqu'à aujourd'hui et que l'on pourrait classer en deux courants opposés. D'un côté, les historiens tenants de ce que l'on a coutume d'appeler « l'histoire lacrymale », qui, ne disposant que de sources secondaires et de témoignages de dissidents avant l'ouverture des archives, ont présenté la politique soviétique comme une entreprise de destruction de la culture juive et l'histoire des juifs soviétiques comme une tragédie. De l'autre, un courant plus récent qui se focalise sur l'émergence d'une culture juive nouvelle, moderne, yiddishiste (D. Shneer, A. Shternshis), sur la « soviétisation » des juifs et leur engagement dans le projet soviétique. A. Zel'cer montre, lui, que malgré une ascension sociale rapide et le désir d'une grande partie de la population juive de s'intégrer dans la société soviétique et de s'acculturer, la « bourgade juive » (*mestečko*) est restée le refuge d'un mode de vie traditionnel qui n'a disparu que pendant le génocide. En fait, la rupture que représente ce livre ne tient pas tant (ou pas seulement) au fait qu'il brise tous les lieux communs bien connus de « l'histoire juive »,

quoique déjà vacillants depuis quelques décennies : « histoire lacrymale », histoire « juive » coupée de l'environnement non juif, juifs comme « objets passifs » de leur histoire ; elle réside en ceci que l'auteur a ajouté à la double dimension juive et soviétique de son récit une troisième perspective, régionale. Cet angle d'analyse lui permet, paradoxalement, d'écrire une histoire pertinente pour tous les juifs soviétiques et d'échapper aux effets grossissants engendrés par les études centrées sur des personnalités juives, le statut légal, les juifs des grandes villes ou les nouveaux agriculteurs juifs, pour ne citer que quelques thèmes qui ont focalisé l'attention des historiens jusqu'à aujourd'hui. La superposition et le croisement des échelles locale, républicaine et soviétique – grâce à une maîtrise impressionnante des historiographies et enjeux juifs, soviétiques/russes et biélorusses –, combinée à l'analyse rigoureuse de sources très riches et variées (archives, presse, littérature, mémoires) en russe, biélorusse, yiddish et hébreu, donne un éclairage exceptionnel non seulement à l'histoire des juifs de Vitebsk mais à celle de l'Union soviétique et de la Biélorussie de cette période.

- 2 Premier fait remarquable, A. Zel'cer ne traite pas la révolution de 1917 seulement comme une date symbolique, synonyme d'abolition des discriminations et d'égalité des droits pour les juifs. Il analyse les conséquences immédiates et à plus long terme de l'émancipation sur une population qui a su utiliser les possibilités offertes par les réformes soviétiques pour progresser rapidement dans la société. Le respect des juifs pour l'étude et pour l'éducation, l'absence de continuité professionnelle entre les générations (on n'héritait pas d'un métier de père en fils) et l'habitude de se déplacer et de migrer d'une région à l'autre ont facilité la mobilité sociale de la frange la plus jeune et la plus aisée de la population et isolé, dans les shtetls, la génération plus ancienne et traditionnelle. Tout l'intérêt du livre est bien de montrer que l'attitude de la majorité des juifs des provinces face au choix entre identité nationale et universelle, conservation des traditions et intégration, ne peut se réduire à deux postures extrêmes (acceptation totale ou rejet des normes soviétiques), mais a consisté en des compromis et en une adaptation. À la lecture, on comprend qu'il n'y avait rien de paradoxal à ce qu'une majorité des juifs des provinces restent attachés aux « valeurs traditionnelles » et continuent à observer une partie des préceptes religieux du judaïsme (en cachette ou ouvertement selon leur proximité avec le parti), alors que, dans le même temps, ils désiraient donner à leurs enfants une bonne éducation dans des écoles russes pour leur garantir un avenir professionnel et une carrière dans de nouvelles sphères d'activité. Il n'y a finalement que deux cas où les juifs étaient tenus de se déterminer nationalement : le choix de la langue d'éducation de leurs enfants et la déclaration de leur langue nationale pendant les recensements. La prouesse d'A. Zel'cer est d'avoir réussi, en faisant appel à la sociohistoire, à l'anthropologie historique, à l'histoire institutionnelle, économique et démographique, non seulement à dresser un tableau complet des enjeux politiques et économiques de l'époque mais surtout à donner voix à la « majorité silencieuse ». Il a essayé de rendre compte de la gamme très complexe des attitudes juives vis-à-vis du nouveau régime et de l'identité nationale dans tous les domaines : politique, professionnel, religieux, éducatif, artistique. Sur ce dernier point, il faut souligner que le livre parvient à renouveler la vision de l'école d'art de Vitebsk, qui a pourtant fait l'objet d'une pléthore de publications, en apportant des faits nouveaux et en décortiquant rigoureusement l'attitude différente des trois principaux artistes juifs de Vitebsk (Pen, Chagall, Yudovin) vis-à-vis de l'art juif et de l'art national biélorusse.

- 3 L'ouvrage d'Arkadij Zel'cer explore donc les contradictions et divisions internes de la population juive de la région de Vitebsk, réfutant une vision simplificatrice et globalisante de la « judéité ». On trouve des échos de ces divergences notamment dans la longue lutte institutionnelle, au cours de laquelle la Section juive (*Evsekcija*) de Biélorussie s'est efforcée de placer sous son contrôle toutes les autres organisations juives œuvrant dans la philanthropie ou le soutien à l'agriculture juive (*Ozet, Joint, Ort, Setmass* [Sojuz evrejskih trudjaščihsja mass]) pour peser sur « la rue juive », sans jamais réellement y parvenir. On peut également suivre les divergences au sein de la Section juive biélorusse, prise en étau tout au long des années 1920 entre la mise en application de mesures défavorables à la population juive et la défense de leur groupe national. La politique antireligieuse, notamment, a suscité des affrontements quant à la manière de l'appliquer, certains dirigeants essayant de ménager la population et de faire de la pédagogie, d'autres, plus radicaux (et plus jeunes), préconisant la réquisition sans préavis des synagogues et la fermeture brutale des écoles juives. Pour rendre compte de l'opinion publique juive et connaître la réaction de la population à la politique soviétique, l'auteur s'appuie sur les rapports de l'OGPU/NKVD. Il ressort que le degré de mécontentement ou de satisfaction dépendait plus de la situation économique de chacun que d'une éventuelle adhésion idéologique. À cet égard, la politique fiscale est devenue l'un des sujets de préoccupation principaux des juifs, qui étaient lourdement taxés en tant qu'artisans et commerçants. Mais hormis ces sujets d'irritation ponctuels, l'enquête d'A. Zel'cer établit que la majorité des juifs ont, dès 1917 et jusqu'à la guerre, préféré soutenir le nouveau régime de peur d'une flambée de violence antijuive en cas de nouveau renversement politique. Cet état d'esprit s'est maintenu pendant toutes les années 1920 et 1930 et a fait de la population juive le groupe ethnique le plus attaché à la stabilité du régime.
- 4 Cette œuvre est également fondamentale du point de vue de l'histoire soviétique. Outre un récit factuel, détaillé et très précis dans sa périodisation, de l'application de la politique économique, sociale, répressive, antireligieuse et nationale, on trouve tout au long du livre des illustrations du décalage désormais bien connu entre centre et provinces/républiques. À plusieurs reprises, on constate ainsi que les pouvoirs locaux disposaient d'une certaine autonomie, du fait de l'éloignement, des problèmes de communication et du flottement politique. Cela est particulièrement évident pendant les années 1917-1921, durant lesquelles les partis politiques juifs ou la Section biélorusse furent amenés à trancher eux-mêmes les problèmes en l'absence de consignes de leur direction à Moscou. Plusieurs exemples illustrent l'esprit d'initiative et le radicalisme de cette section biélorusse en comparaison du bureau central de la Section juive de Moscou. Elle s'est ainsi distinguée par un projet de créer la première cour de justice fonctionnant en yiddish en 1921, une lutte acharnée contre le sionisme et des efforts pour soumettre toutes les organisations juives locales. Si le zèle de la Section de Biélorussie à fermer les synagogues sans en référer au parti déplaisait aux instances dirigeantes de Moscou, certaines de ses « trouvailles » ont été reprises et étendues aux autres républiques, comme l'idée d'organiser un « procès contre le héder » (1921) pour légitimer la fermeture des écoles juives aux yeux de la population juive. Cependant, les désaccords entre le bureau central et les bureaux locaux de la Section juive ont souvent constitué une entrave à l'application de la politique économique soviétique. Ainsi les décisions concernant les artisans du Bureau central, d'inspiration plutôt « boukharinienne », n'étaient pas toujours suivies par les Bureaux de Kiev et de Minsk marqués par l'idéologie de gauche de Trockij et Preobraženskij. Cet ouvrage éclaire aussi la différence, moins étudiée, entre

grandes villes, villes de province et bourgades. Les zones urbaines étaient très différentes par leur composition sociale, leur activité économique et le degré de contrôle politique. Si les bourgades avaient, d'après Zel'cer, conservé leur fonction ancienne d'intermédiaire économique entre villes et campagnes, les villes de province comme Vitebsk ne pouvaient pas être assimilées aux grandes métropoles russes car elles avaient une population mélangée de juifs travaillant dans la sphère urbaine (ouvriers et employés) et vivant d'activités plus traditionnelles (artisans, commerçants).

- 5 Cet ouvrage contribue aussi à répondre à l'une des questions toujours débattue par les historiens, à savoir l'existence d'une politique soviétique répressive visant spécifiquement les juifs. A. Zel'cer apporte une réponse nuancée. Son analyse détaillée de la modification du statut des artisans, du fonctionnement des coopératives et des changements de politique fiscale montre que les juifs n'étaient pas spécifiquement visés mais que, du fait de leur composition sociale (forte proportion d'artisans et de marchands, de « bourgeois »), ils ont été très touchés par les armes de répression ou de contrôle social qu'étaient les réquisitions, les augmentations d'impôt, la réorganisation du travail dans les coopératives et les mesures contre les *lišency* et le marché noir. Les artisans en particulier se sont sentis floués par la politique soviétique qui privilégiait les ouvriers, alors qu'eux-mêmes se considéraient comme l'avant-garde du socialisme. En ce qui concerne les répressions des années 1930, l'auteur apporte des éléments de réponse intéressants. Il rappelle qu'il n'y a jamais eu d'ordre officiel visant la nationalité juive en tant que telle, à la différence des ressortissants des « nations ennemies » comme les Polonais, Allemands, Lettons et Lituaniens de la république de Biélorussie (BSSR). De même, l'intelligentsia yiddish n'a pas fait l'objet d'une répression comparable à celle qui a visé l'intelligentsia biélorusse. A. Zel'cer n'a pas non plus trouvé trace d'un antisémitisme d'État, puisque les juifs ont continué à occuper jusqu'à la guerre une position forte, bien que déclinante, dans les organes de direction et dans le parti. Ceux qui ont été arrêtés en 1937-1938 l'ont été sur des chefs d'accusation liés à leur activité économique. L'auteur signale cependant que le NKVD biélorusse avait préparé un dossier, jamais utilisé, sur le « maquis antisoviétique bundiste et sioniste », totalement fictif puisqu'il ne restait rien du mouvement sioniste en Biélorussie, mais qui mettait en cause d'anciens membres des Sections juives de Minsk et de Moscou déjà arrêtés. Cependant, le cas des membres de l'intelligentsia yiddish qui furent fusillés en 1937 (Izi Kharik, Moishe Kulbak) est encore à éclaircir.
- 6 L'ouvrage est également précieux du point de vue de notre connaissance de la politique des nationalités en Union soviétique. Le cas de la Biélorussie restait mal connu malgré la multiplication des recherches sur le sujet et il diffère de ce que l'on sait de l'Ukraine par exemple. Le chapitre que lui consacre A. Zel'cer éclaire les contradictions de la politique dite de « biélorussisation » qui, d'une part, garantissait l'égalité des quatre langues officielles de la BSSR (biélorusse, yiddish, russe, polonais), mais, de l'autre, accordait à la langue biélorusse le statut de langue « principale » de la république. Cette dissymétrie a été à l'origine de l'impopularité de cette politique auprès d'une grande partie de la population juive. Le livre tend à relativiser l'impact et l'efficacité des mesures visant à promouvoir l'usage du yiddish dans l'administration et l'éducation, à rapprocher les populations juive et biélorusse et à mettre en œuvre une « biélorussisation » de la conscience nationale, juive et non juive. L'entreprise de « yiddishisation » de l'administration, de l'éducation, de la justice et des organisations professionnelles, menée par la Section juive, a été compromise par l'hostilité des fonctionnaires locaux à travailler

en yiddish et le manque de soutien de la population et de l'élite juive elle-même. Le travail administratif en yiddish ne fut donc pas effectif du fait de la réticence des bureaucrates et membres juifs du parti à utiliser cette langue dans leurs tâches quotidiennes et du manque de cadres juifs dans les bourgades. Il existait un fossé entre l'égalité théorique des langues officielles et la préférence marquée de l'élite, des fonctionnaires et de la population juive en général pour le russe. Allant à l'encontre des représentations sur l'épanouissement du yiddish et du biélorusse dans la BSSR des années 1920, A. Zel'cer souligne que le manque de « prestige social » du yiddish et du biélorusse et les possibilités d'ascension sociale offertes par la maîtrise du russe (accès à l'enseignement supérieur, migration et installation dans les grandes villes russes) ont déterminé les choix éducatifs et linguistiques d'une grande partie des juifs de Biélorussie, qui préféraient envoyer leurs enfants dans les écoles russes. On constate en revanche que la politique nationale en Biélorussie a connu des réussites importantes dans le domaine de la culture et de l'indigénisation (*korenizacija*), qui ont d'ailleurs été abondamment étudiées dans l'historiographie biélorusse et juive. Focalisés sur les « signes extérieurs » de l'égalité entre langues et cultures (en-tête et discours officiels en quatre langues, création de sections pour chaque groupe national dans les universités et organisations culturelles et scientifiques), les dirigeants de la BSSR ont en revanche mené une politique incohérente de réforme des institutions. En effet, les soviets nationaux n'ont pas été en BSSR, comme dans les républiques d'Ukraine et de Russie, l'indicateur principal de la réussite de la politique nationale. Ils ont été peu nombreux et leur définition était confuse puisque coexistaient en BSSR des soviets « ethniques » (un soviet par groupe ethnique sur un même territoire) et des soviets nationaux « territoriaux » (un seul soviet par unité administrative, fonctionnant dans la langue de la minorité nationale la plus nombreuse et en biélorusse). Dans les années 1930, les autorités ont affiché le même attachement aux signes extérieurs de la politique nationale et au mot d'ordre de *korenizacija*, mais ce soutien est devenu purement déclaratif. Le processus de soviétisation et d'acculturation à la culture russe a pris le dessus, renforçant la position de la langue russe. Le tournant a eu lieu en 1934-1935, quand le « chauvinisme biélorusse » et tous les nationalismes ont fait l'objet d'une campagne de dénonciation puis de répression. La limitation de l'usage du yiddish a été tardive, mais la liquidation des soviets nationaux, écoles en yiddish et organisations nationales comme l'*Ozet* s'est trouvée facilitée par la crise profonde de la politique nationale à l'égard de la population juive et la désertion des écoles yiddish.

- 7 A. Zel'cer montre aussi que la politique de « biélorussisation » n'a pas réussi à populariser le biélorusse, toujours perçu par les juifs comme une langue rurale forgée de toutes pièces et sans avenir. Les juifs étaient mécontents de la préférence qui lui était accordée et réticents à l'apprendre alors que les Biélorusses n'avaient pas l'obligation de connaître le yiddish. Plus largement, l'auteur constate que la politique soviétique a accentué l'animosité réciproque entre groupes ethniques. Ainsi la politique antireligieuse a-t-elle donné des arguments aux antisémites et été perçue par les juifs comme une mesure qui ne visait que le judaïsme. La cohabitation dans les kolkhozes créait des tensions quand les juifs refusaient de travailler le samedi. L'attribution de lopins de terres aux nouveaux agriculteurs juifs mécontentait les paysans biélorusses, mais ne satisfaisait pas non plus les juifs qui se sentaient floués par une bureaucratie perçue comme antisémitique. Les anciens stéréotypes ethniques (parasitisme juif, ignorance des paysans) se sont trouvés réactivés et renouvelés par l'expérience soviétique et les frustrations nées de la concurrence économique et de la crise du logement. Finalement, la politique d'« internationalisation » a mené au résultat inverse de celui qu'on attendait : les tensions

se sont accentuées entre anciens ouvriers et nouveaux arrivants et ont souvent pris une forme ethnique.

- 8 Cet ouvrage est donc précieux car il ne néglige aucun indicateur de la « modernisation » de la population juive et prend en compte tous les facteurs qui ont modifié son mode de vie, ses activités et sa conscience de soi : réformes économiques et sociales, répressions, migrations, démographie, éducation, religion, art, propagande. On peut regretter que les œuvres littéraires en yiddish et en biélorusse n'aient pas été incluses dans l'étude, tant elles auraient pu être une source historique éclairante et un miroir des changements auxquels les juifs de Vitebsk ont eu à s'adapter. On aurait souhaité également que la tentative de comparaison entre Biélorussie et Ukraine, esquissée dans la conclusion, soit poursuivie et approfondie. Il reste que le travail d'Arkadij Zel'cer constitue désormais l'ouvrage de référence pour aller plus loin dans une réévaluation de l'histoire des juifs soviétiques et entamer une nécessaire analyse comparée de leur situation dans les différentes régions et républiques de l'Europe orientale.
-

NOTES

1. Voir la recension de Valerij Dymšic, qui parle, lui, d'une « révolution silencieuse » (*tihaja revoljucija*), *Narod Knigi v mire knig*, n° 67, avril 2007, p. 8-10.